



La JIC, le 28 avril, s'axera sur les promesses du G8

Les syndicats s'adressent aux ambassades du Japon en ce qui concerne les promesses du G8 en matière de santé et de SIDA

Document d'information:

Le programme du groupement Global Unions sur le SIDA (GUAP) a lancé une campagne destinée à demander aux syndicats et aux gouvernements dans le monde entier de contacter les ambassades du Japon afin de convaincre le Sommet du G8, qui se tiendra en juillet prochain, de renforcer les systèmes de soins de santé et la responsabilité dans le cadre de ses promesses en matière de VIH/SIDA.

Le Japon accueillera et présidera cette réunion annuelle, en juillet prochain, du G8 regroupant les plus grandes économies mondiales (Allemagne, Canada, Etats-Unis, Fédération de Russie, France, Italie, Japon, Royaume-Uni), qui cette année sera un indicateur décisif de l'importance pour le G8 d'assurer l'accès universel au traitement, à la prévention, aux soins et à un soutien par rapport au VIH/SIDA et de renforcer les systèmes de santé.

Le GUAP a procédé à l'annonce dans le cadre des préparatifs du 28 avril « Journée internationale (JIC) de commémoration des travailleurs morts et blessés au travail », qui vise à mettre en exergue le développement et l'offre de systèmes de santé, sur le thème « Une bonne santé au travail pour tous les travailleurs ». En outre, le GUAP demandera aux syndicats de transmettre un message à l'ambassade du Japon dans leur pays et d'exhorter leur gouvernement à en faire de même.

A la suite de l'appel lancé depuis trois ans en faveur de l'établissement d'un Groupe de travail de haut niveau sur le VIH/SIDA, la présidence allemande du G8 a fait un pas majeur, l'année dernière, en publiant le premier rapport sur les objectifs de la réunion du G8 en matière de SIDA. Cette action ouvre la voie à la réalisation de révisions annuelles et à l'établissement formel d'un Groupe de travail du G8 qui soumettra des recommandations d'actions aux prochains sommets du G8.

Un mécanisme fiable est nécessaire pour veiller à ce que le G8 tienne réellement ses promesses en matière de VIH/SIDA. Compte tenu du nombre élevé de vies en danger, l'accélération des progrès en vue de garantir un accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à un soutien d'ici 2010 et d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement s'avère essentielle, au même titre que le renforcement des systèmes de santé. Le montant total des ressources promises l'année dernière en ce qui concerne l'ensemble de ces engagements était insuffisant. Il est nécessaire que le G8 rétablisse la confiance en créant un mécanisme destiné à suivre de près les progrès afin d'atteindre les objectifs existants, notamment l'identification des ressources nécessaires réalistes, au lieu de faire des promesses supplémentaires.

Plus de 100 millions de personnes tombent dans la pauvreté absolue chaque année à la suite d'une

maladie ou d'invalidité dans la mesure où elles n'ont pas d'accès aux services de santé, à l'instar d'un pourcentage élevé de la population mondiale. Pour les travailleurs pauvres dans le monde, la maladie ou les lésions entraînent dans la majorité des cas une perte d'emploi sans indemnisation ni soins de santé. Les coûts élevés des soins de santé constituent le facteur le plus important qui plonge les travailleurs pauvres dans de plus grandes difficultés financières, et les lésions et maladies professionnelles contribuent ainsi à aggraver la pauvreté mondiale. Le VIH constitue une maladie professionnelle dans un grand nombre de secteurs et a, de surcroît, un impact négatif sur la santé et la productivité des travailleurs dans le monde entier.

Les ressources destinées à renforcer les systèmes de santé doivent dès lors constituer une priorité afin d'empêcher des couches de la population mondiale de sombrer dans la pauvreté extrême dans la mesure où elles n'ont pas d'accès à un traitement ou à des soins adéquats ou n'ont pas les moyens d'en bénéficier.

Nous devons toutefois rester prudents afin que les investissements en matière de soins de santé ne compromettent les ressources qui ont déjà été assignées ou doivent l'être à des maladies spécifiques, en particulier en Afrique subsaharienne où le nombre de morts dus au paludisme et au VIH/SIDA est le plus élevé, majoritairement des enfants et des femmes. De nouveaux engagements doivent être pris dans le même temps en ce qui concerne ces deux maladies.

Préparation des organisations syndicales mondiales au G8

La déclaration syndicale coordonnée par la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC-TUAC), qui sera soumise au Sommet du G8, porte sur les principales questions économiques, notamment le VIH/SIDA, les investissements et la pauvreté, les changements climatiques, le développement en Afrique, et la santé publique et au travail. Les syndicats s'adressant aux ambassades du Japon soutiennent également la déclaration complète, tout en demandant à leur gouvernement de transmettre un message spécifique sur la nécessité pour le G8 d'établir un mécanisme fiable afin que ses promesses soient tenues en matière de SIDA.

Le GUAP appelle la société civile à se joindre aux syndicats, en particulier dans les pays du Sud où les taux de maladies infectieuses sont extrêmement élevés et les faibles capacités des systèmes de santé sont inacceptables, en vue de transmettre ces messages d'intérêt commun aux ambassades du Japon. Cette manifestation de soutien mettra en évidence les revendications soulignées dans la déclaration de la CSC-TUAC au G8 lorsqu'une délégation syndicale internationale de haut niveau rencontrera le Premier ministre préalablement au G8.

Pour obtenir des copies de ce document d'information sur la campagne sur le SIDA liée au 28 avril, voir:
(NOTE: ces documents seront en ligne dès qu'ils seront disponibles)

English: http://www.global-unions.org/pdf/ohsewpT_11Bx.EN.pdf

Français: http://www.global-unions.org/pdf/ohsewpT_11Bx.FR.pdf

Español: http://www.global-unions.org/pdf/ohsewpT_11Bx.SP.pdf